

SQLI
Société anonyme
Au capital de 1.757.267,50 Euros
Siège social : 268, avenue du président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis
RCS Bobigny 353 861 909 – SIREN 353 861 909 00052

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

Sommaire

I - Rapport semestriel d'activité

II – Etats Financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 Juin 2009

Notes annexes aux Etats Financiers consolidés intermédiaires

III – Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IV – Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

1. Evénements importants du premier semestre

Dans un contexte d'amplification de la crise économique, le marché du conseil et des services informatiques s'est durci au 1^{er} semestre 2009. Les clients ont cherché à réduire les coûts en faisant pression sur les prix et en procédant à des annulations et/ou à des reports de projets, pesant ainsi sur les taux d'activité et les marges des prestataires.

Le groupe SQLI n'a pas procédé à des restructurations massives mais a réalisé quelques ajustements afin d'être en mesure de profiter pleinement de la reprise lorsqu'elle interviendra.

Le groupe SQLI a réalisé au premier semestre 2009 un chiffre d'affaires de 76,8 M€ en baisse de 4,3% par rapport au premier semestre 2008 (3,4% à périmètre et nombre de jours comparables).

Les activités de Conseil et Solutions, notamment autour de SAP, continuent cependant à progresser pour représenter 20,6% du chiffre d'affaires consolidé du groupe, prouvant ainsi la pertinence des choix stratégiques du groupe. SQLI a poursuivi le renforcement de son expertise dans ce domaine par le recrutement de nouveaux collaborateurs et l'acquisition de 100% de la société **NAGA CONSEIL**, cabinet basé à Paris et spécialisé dans l'environnement SAP, pour atteindre un effectif de 230 collaborateurs à fin juin, soit une progression de 45 sur un an.

Les résultats de la société NAGA CONSEIL sont intégrés dans les comptes du groupe SQLI à compter du 1er avril 2009. L'incidence de cette intégration sur les comptes est détaillée dans l'annexe des comptes consolidés.

SQLI Institut, le pôle Formation du groupe, a lui aussi été renforcé par l'acquisition le 18 juin 2009 de **ASTON EDUCATION** et ses filiales ASTON INSTITUT, COGENIUS et SYSRESO, groupe implanté en région parisienne ayant développé une expertise de pointe sur les formations autour des technologies Microsoft et disposant d'une solide relation avec l'éditeur.

ASTON EDUCATION entre dans le périmètre du groupe SQLI à compter du 30 juin 2009.

Les activités Ingénierie, impactées par l'attentisme généralisé des donneurs d'ordre et la pression sur les prix, sont en recul marqué. Le groupe a achevé ses efforts de profonde réorganisation, notamment en termes de management et d'offre. Le taux d'activité est resté, sur ce semestre, nettement en deçà des standards du groupe dans ce domaine (76% hors SAP contre 83% en normatif), malgré une stabilisation des effectifs hors SAP (1.777 à fin juin 2009 contre 1766 un an plus tôt).

Dans ce contexte perturbé, le groupe constate un résultat opérationnel courant déficitaire à fin juin de 2,1 M€ avant valorisation des stock-options et actions gratuites. Après coût des actions gratuites attribuées en 2007 et 2008 de 0,7 M€, et dépréciation des écarts d'acquisitions pour 0,5 M€, le Résultat Opérationnel ressort déficitaire de 3,4 M€.

Compte tenu de charges financières de 0,9 M€ et d'un produit d'impôt de 1,7 M€ (dont 0,9 M€ lié au crédit d'impôt recherche), le Résultat Net est déficitaire de 2,6 M€.

SQLI est resté concentré sur la gestion de ses flux de trésorerie et a dégagé un flux de trésorerie opérationnelle de 2,2 M€ au cours du premier semestre, grâce notamment à l'encaissement de crédits d'impôt recherche. A fin juin, le groupe a stabilisé son endettement net à 4,3 M€ contre 3,3M€ au 31 décembre 2008 malgré 1,8 M€ de décaissements liés aux investissements (dont Naga Conseil et complément de prix EoZen pour 1,2 M€).

La réorganisation des activités Ingénierie, notamment en région parisienne, donne de premiers signes encourageants. Le niveau des prises de commande, notamment pour des prestations au forfait, permet d'escompter une amélioration de l'activité au cours des prochains mois et un redressement progressif de la rentabilité au second semestre.

A ce stade, compte tenu des incertitudes macro-économiques, le groupe ne communique pas d'objectifs chiffrés pour les exercices à venir.

2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 10 juillet 2009 sous le numéro D.09-0575 n'ont pas subi d'évolutions sensibles au cours du semestre écoulé.

Toutefois le contexte économique auquel est confronté le groupe dans tous les pays où il est implanté demeure incertain. En conséquence, les perspectives du groupe en termes de niveau d'activité demeurent étroitement soumises à l'évolution de celui-ci pour les mois à venir

3. Principales transactions entre parties liées

Les facturations de la société SQLI à ses filiales et entre filiales sont essentiellement constituées de prestations de service. Ces transactions sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.



II- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

30 juin 2009

SOMMAIRE

- A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL
- B. BILAN CONSOLIDE
- C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
- D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES
- E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros	30.06.2009	Notes	30.06.2008	31.12.2008
CHIFFRE D'AFFAIRES	76.789	15)	80.262	157.028
Autres produits de l'activité	597		220	1.234
Achats consommés	-450		-479	-975
Charges de personnel	-58.942	16)	-57.031	-111.372
Charges externes	-17.086	17)	-15.726	-32.978
Impôts et taxes	-1.973		-1.967	-4.168
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	-1.042		-989	-1.204
Autres produits et charges d'exploitation	42		-295	-218
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-2.065		3.995	7.348
avant valorisation des stock-options et actions gratuites				
Valorisation des stock-options et actions gratuites	-724	7)	-489	-1.012
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-2.789		3.506	6.336
Dépréciation des écarts d'acquisition	-512	1)	0	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	-148	18)	-194	0
RESULTAT OPERATIONNEL	-3.449		3.312	6.336
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-227	19)	343	135
Coût de l'endettement financier brut	-488	19)	-674	-1.332
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-715	19)	-331	-1.197
Autres produits et charges financiers	-156	19)	-102	-701
RESULTAT AVANT IMPOT	-4.320		2.879	4.438
Charge d'impôt	1.739	20)	-773	-1.171
RESULTAT NET	-2.581		2.106	3.267
avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	0		0	-115
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-2.581		2.106	3.152
Dont :				
Part du groupe	-2.581		1.781	2.827
Intérêts minoritaires	0		325	325
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	-0,07		0,06	0,09
Nombre moyen d'actions en circulation	34.431.905		30.833.371	32.541.080
Résultat net dilué, part du groupe par action (en euros)	-0,07		0,05	0,08
Nombre moyen d'actions et BCE en circulation	37.730.354		32.773.906	35.063.356

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
RESULTAT NET	-2.581	2.106	3.152
Eléments comptabilisés en capitaux propres :			
Variation de la différence de conversion	-129	127	455
Eléments comptabilisés en capitaux propres nets d'impôt :	-129	127	455
RESULTAT GLOBAL	-2.710	2.233	3.607
Attribuable aux intérêts minoritaires	-	325	325
Attribuable au groupe	-2.710	1.908	3.282

B. BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)	30.06.2009	Notes	31.12.2008
Ecarts d'acquisition	44.950	1)	44.380
Immobilisations incorporelles	4.234		4.253
Immobilisations corporelles	2.441		1.834
Immobilisations financières	1.660		1.504
Impôts différés actif	1.595	2)	289
ACTIFS NON COURANTS	54.880		52.260
Créances clients et comptes rattachés	39.768	3)	34.783
Autres créances et comptes de régularisation	25.162		30.014
Actif d'impôt exigible	1.011		1.171
Trésorerie et équivalents trésorerie	10.935	9)	12.850
Actifs détenus en vue d'être cédés	0		274
ACTIFS COURANTS	76.876		79.092
TOTAL DE L'ACTIF	131.756		131.352

PASSIF (en milliers d'euros)	30.06.2009	Notes	31.12.2008
Capital	1.737	4)	1.718
Primes	35.815		34.781
Réserves consolidées	19.476		16.453
Résultat consolidé	-2.581		3.152
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	54.447		56.104
Intérêts minoritaires	10		0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	54.457		56.104
Dettes financières à long terme	9.850	9)	10.790
Provisions à long terme	2.876	11)	705
Impôts différés passif	203	2)	134
Autres passifs non courants	139		135
PASSIFS NON COURANTS	13.068		11.764
Dettes financières à court terme	5.363	9)	5.340
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10.021		9.387
Autres dettes	47.838	12)	47.826
Passif d'impôt exigible	879		788
Provisions à court terme	130	11)	70
Passifs détenus en vue d'être cédés	0		73
PASSIFS COURANTS	64.231		63.484
TOTAL DU PASSIF	131.756		131.352

C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Capitaux propres		
							Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 31.12.2007	30.674.591	1.534	26.113	11.032	5.303	-12	43.970	1.878	45.848
Affectation du résultat				5.303	-5.303				
Augmentations de capital :									
Apports EOZEN	2.841.044	142	7.176				7.318		7.318
Complément de prix CLEAR VALUE	288.886	14	766				780		780
Exercice des BCE	436.641	22	307				329		329
Plan d'épargne d'entreprise	128.549	6	89				95		95
Attributions d'actions gratuites			1.012				1.012		1.012
Auto contrôle			-682				-682		-682
Variation de périmètre EOZEN				-325			-325	-1.878	-2.203
<i>Résultat de l'exercice</i>					3.152				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						455			
Résultat global de la période					3.152	455	3.607		3.607
Situation au 31.12.2008	34.369.711	1.718	34.781	16.010	3.152	443	56.104	-	56.104
Affectation du résultat				3.152	-3.152				
Augmentations de capital :									
Emission en vue de l'attribution d'actions gratuites	369.788	19	-19						
Divers			-6				-6		-6
Attribution d'actions gratuites			724				724		724
Auto contrôle			335				335		335
Variation de périmètre Groupe ASTON EDUCATION								10	10
<i>Résultat du semestre</i>					-2.581				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-129			
Résultat global de la période					-2.581	-129	-2.710		-2.710
Situation au 30.06.2009	34.739.499	1.737	35.815	19.162	-2.581	314	54.447	10	54.457

D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	-2.581	2.106	3.152
Dotations nettes aux amortissements et provisions (1)	1.316	432	744
Charges (produits) calculés liés aux stock-options et assimilés	724	283	1.012
Plus(moins)-values de cession	224	3	-13
Coût de financement	488	674	1.332
Impôts sur les sociétés	-1.739	773	1.171
Capacité d'autofinancement générée par l'activité	-1.568	4.271	7.398
Variation des clients	2.726	1.196	2.519
Variation des fournisseurs	66	-1.785	255
Variation des autres actifs et passifs courants	-2.524	2.571	4.191
Impôt sur les sociétés payé (remboursé) (2)	3.529	-1.316	-2.007
Flux de trésorerie sur activités opérationnelles	2.229	4.937	12.356
Acquisitions d'immobilisations	-1.106	-2.085	-2.371
Cessions d'immobilisations	488	190	161
Acquisitions de participations nette de la trésorerie acquise (3)	-1.236	-8.765	-12.700
Flux de trésorerie sur activités d'investissement	-1.854	-10.660	-14.910
Augmentations de capital	-6	8.374	7.858
Emissions d'emprunts	0	4.573	4.573
Acquisition de titres d'auto-contrôle	-155	0	0
Remboursements d'emprunts	-1.837	-1.777	-4.913
Intérêts payés	-381	-554	-1.285
Flux de trésorerie sur activités de financement	-2.379	10.616	6.233
Variation de trésorerie	-2.004	4.893	3.679
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	12.376	8.537	8.537
Impact des différences de change	-25	3	125
Reclassement de trésorerie (4)	512		35
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	10.859	13.433	12.376

(1) A l'exclusion des provisions liées à l'actif circulant.

(2) Dont 3 M€ de remboursement des crédits d'impôt recherche 2004, 2005 et 2008.

(3) Dont versement du complément de prix EOZEN (1,1 M€) et prix payé pour NAGA CONSEIL (0,7 M€) sous déduction des trésoreries acquises de NAGA CONSEIL et ASTON EDUCATION (0,6 M€).

(4) Instrument de couverture de taux reclassé du poste « Autres dettes » en « Dettes financières à court terme » au 30/06/2009.

E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

SQLI et ses filiales constituent un groupe de sociétés de services informatiques qui interviennent dans le domaine du conseil et de l'intégration d'applications e-business. Le groupe est principalement implanté en France, au Benelux, en Suisse, au Canada et au Maroc.

SQLI est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé à La Plaine Saint-Denis (93). Elle est cotée sur le marché « Euronext Paris », compartiment C.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 24 septembre 2009.

1- Evènements significatifs

Le groupe SQLI réalise au premier semestre 2009 un chiffre d'affaires de 76,8 M€ en baisse de 4% par rapport au premier semestre 2008.

Les activités de Conseil et Solutions, notamment autour de SAP, continuent cependant à progresser pour représenter 20% du chiffre d'affaires consolidé du groupe. SQLI a poursuivi le renforcement de son expertise dans ce domaine après les acquisitions de CLEAR VALUE (2006) et EOZEN (2007), par le recrutement de nouveaux collaborateurs et l'acquisition de 100% de la société **NAGA CONSEIL** :

Basé à Paris, NAGA CONSEIL est un cabinet de 20 collaborateurs, spécialisé dans l'environnement SAP. Il vise un chiffre d'affaires 2009 de 3 M€ et une marge opérationnelle de 13,5%. Le prix d'acquisition est de 0,7 M€, financé en numéraire. Un complément de prix, d'un montant équivalent, sera versé en fonction des performances de NAGA CONSEIL en termes de croissance et de rentabilité en 2009 et 2010.

Les résultats de la société sont intégrés dans les comptes du groupe SQLI à compter du 1er avril 2009.

SQLI Institut, le pôle Formation du groupe, a lui aussi été renforcé par l'acquisition au 30 juin 2009 du groupe **ASTON EDUCATION** :

Implanté en région parisienne (Bagneux et Boulogne), ASTON EDUCATION a développé une expertise de pointe sur les formations autour des technologies Microsoft et dispose d'une solide relation avec l'éditeur. Le groupe emploie 12 salariés au travers de quatre sociétés : ASTON EDUCATION et ses filiales ASTON INSTITUT, COGENIUS et SYSRESO. Il a triplé son chiffre d'affaires en 3 ans et vise en 2009, un volume d'activité de 3 M€ et une marge opérationnelle à deux chiffres.

Grâce à cette acquisition, SQLI Institut dispose de 12 centres de formation en France et en Suisse.

Le protocole de cession prévoit un paiement ferme en numéraire de 1,6 M€ et la remise de 200.000 titres SQLI pour 100% du capital d'ASTON EDUCATION. Un complément de prix sera versé en fonction des performances opérationnelles sur la période 2010 – 2013 : il est estimé à 0,6 M€ au 30 juin 2009.

ASTON EDUCATION entre dans le périmètre du groupe SQLI à compter du 30 juin 2009.

Les activités Ingénierie, impactées par l'attentisme généralisé des donneurs d'ordre et la pression sur les prix, sont elles en recul marqué. Le groupe a achevé ses efforts de profonde réorganisation, notamment en termes de management et d'offre. Le taux d'activité est resté, sur ce semestre, nettement en deçà des standards du groupe dans ce domaine (76% hors SAP contre 83% en normatif), malgré une stabilisation des effectifs hors SAP (1.777 à fin juin 2009 contre 1766 un an plus tôt).

Dans ce contexte perturbé, le groupe constate un résultat opérationnel courant déficitaire à fin juin de 2,1 M€ avant valorisation des stock-options et actions gratuites.

La réorganisation des activités Ingénierie, notamment en région parisienne, donne de premiers signes encourageants. Le niveau des prises de commande, notamment pour des prestations au forfait, permet d'escompter une amélioration de l'activité au cours des prochains mois et un redressement progressif de la rentabilité au second semestre.

2- Principes comptables

2-1 Base de préparation

Les états financiers consolidés du groupe SQLI au 30 juin 2009 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne. Les principes comptables sont identiques à ceux appliqués par le groupe au 31 décembre 2008. Ils sont décrits dans la note II des comptes consolidés du Document de Référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juillet 2009 sous le numéro D.09-0575.

Ils ont été établis principalement selon la méthode du coût historique, à l'exception des avantages du personnel, des passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui seront réglés en trésorerie, des options de souscription d'actions, des emprunts et dettes financières, et des instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

S'agissant des comptes intermédiaires résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Le rapport intermédiaire présente des états financiers résumés et des notes explicatives conformes aux dispositions de la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union européenne avant le 30 juin 2009 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

2-2 Application des nouvelles normes et interprétations

a- Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Le groupe a appliqué les normes IAS 1 révisée et IFRS 8 d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 :

IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » :

Cette norme introduit la notion de résultat global qui présente les variations de capitaux propres de la période autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le groupe a opté pour une présentation du résultat global en deux états séparés : le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global, en application du § 12 de la norme.

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » :

Cette norme remplace IAS 14 « Information sectorielle ». Elle requiert que l'information sectorielle soit désormais basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Le groupe applique la norme IFRS 8 pour la première fois au 30 juin 2009. Il s'agit d'un changement de méthode qui n'a aucun impact sur les comptes du groupe. L'effet de cette norme est expliqué ci-après à la note 4.

Les autres normes adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009 n'ont pas d'incidence sur les comptes du groupe :

- Amendement à IAS 23 « Coûts d'emprunt » ;
- Amendements à IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation » ;
- Amendements à IFRS 1 et IAS 27 « Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée » ;
- Amendement à IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition et annulation » ;
- IFRIC 11 « Transactions au sein d'un groupe » ;
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » ;
- IFRIC 14 « IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction ».

b- Normes et interprétations applicables par anticipation

Les états financiers ne tiennent pas compte des normes et interprétations publiées par l'IASB, adoptées par l'Union européenne mais applicables aux exercices ouverts postérieurement au 30 juin 2009, notamment :

- IAS 27 (version révisée an 01/2008) « Etats financiers consolidés et individuels », adoptée dans l'Union européenne le 12 juin 2009 et applicable à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- IFRS 3 (version révisée an 01/2008) « Rapprochements d'entreprises », adoptée dans l'Union européenne le 12 juin 2009 et applicable à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- IFRIC 12 « Accords de concession de service », adoptée le 26 mars 2009 et applicable à compter du 29 mars 2009 ;
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger », adoptée le 5 juin 2009 et applicable à compter du 30 juin 2009.

c- Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne

Aucune d'entre elles n'a fait l'objet d'une application anticipée. Il s'agit :

- Amendement à IAS 39 et IFRS 7 (version modifiée publiées par l'IASB en 11/2008) ;
- IFRS 1 (révision de la structure de la norme) ;
- IFRIC 9 et IAS 39 « Dérivés incorporés » ;
- IFRIC 15 « Accord pour la construction d'un bien immobilier » ;
- IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires » ;
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs appartenant à des clients ».

3- Estimations et jugements

Pour l'établissement des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34, le groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait, la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme, l'appréciation des clauses de complément de prix et les provisions courantes et non courantes.

La crise qui frappe actuellement l'économie et en particulier le marché des services informatiques rend plus difficile la détermination d'hypothèses d'évolution de l'activité et des marges opérationnelles. La durée de cette crise est difficilement prévisible. Cependant, les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à moyen et long terme, en particulier les actifs incorporels, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique et financière dont la durée serait limitée dans le temps, en particulier dans ses effets sur les flux de trésorerie futurs résultant de l'activité.

4- Secteurs opérationnels

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par le principal décideur opérationnel du groupe soit le PDG de SQLI.

L'activité du groupe est organisée autour de deux pôles principaux :

- **le métier historique d'intégrateur de systèmes e-business**, que le groupe exerce en proposant une gamme complète et intégrée de prestations : Conseil, Solutions, Intégration, Web agency, Formation etc.... Dans le reporting interne, cette activité est découpée en *Business Units (BU)* regroupées en *Agences*, chaque agence étant caractérisée à la fois par son implantation géographique et son offre métier.

Les agences ont été agrégées pour ne constituer qu'un secteur opérationnel unique dans la mesure où les offres métiers et les implantations géographiques peuvent être proposées en tout ou partie sur les mêmes projets, les prestations sont réalisées selon le même modèle économique, selon les mêmes process qualité (CMMI) et s'adressent à la même typologie de clients.

Le secteur ainsi constitué est appelé ci-après : « Ingénierie et autres ».

- **celui d'intégration autour de SAP depuis 2007** : ce pôle constitue un secteur opérationnel à part entière compte tenu du marché approché et du modèle économique propre aux prestations autour de SAP.

Ce secteur est appelé ci-après : « Consulting SAP ».

En conséquence, sur la base de son reporting interne, le groupe définit deux secteurs opérationnels : « Ingénierie et autres » et « Consulting SAP ». Les indicateurs régulièrement analysés par la direction du groupe sont :

- le chiffre d'affaires réalisé par chacun des deux secteurs,
- la marge opérationnelle qui correspond au résultat opérationnel courant avant valorisation des actions gratuites,
- l'encours clients attaché à chacun des deux secteurs.

5- Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	Siège	30/06/2009		31/12/2008	
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
SQLI SA	La Plaine Saint-Denis (93)	Société consolidante			
SUDISIM SAS	Montpellier (34)	TUP au 01/01/2009		100 %	100 %
SQLI SUISSE SA	Lausanne (Suisse)	100 %	100 %	100 %	100 %
ABCIAL SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI MAROC SA	Rabat (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
LNET MULTIMEDIA SARL	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VALUE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VISION INTERNATIONAL SA	Luxembourg (Lux)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VALUE FRANCE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
APPIA CONSULTING SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
ALCYONIX INC	Saint-Bruno Québec Canada)	100 %	100 %	100 %	100 %
ALCYONIX FRANCE SARL	Toulouse (31)	100 %	100 %	100 %	100 %
ICONEWEB MULTIMEDIA SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
ICONEWEB MULTIMEDIA MAROC SARL	Casablanca (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
URBANYS SA	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
EASYLINK SARL	Paris (75)	TUP au 01/01/2009		100 %	100 %
EOZEN Belgium SA	Diegem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN SA	Strassen (Luxembourg)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN France SAS	Paris (75)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN Singapore	Singapour	100 %	100 %	100 %	100 %
ENTRÉES DE PERIMETRE :					
GEIE XYPESQLI	Blagnac (31)	50 %	50 %		
NAGA CONSEIL	Paris (75)	100 %	100 %		
ASTON EDUCATION	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %		
ASTON INSTITUT	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %		
COGENIUS	Boulogne-Billancourt (92)	72,5 %	72,5 %		
SYSRESO	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %		

SQLI SL (Madrid) détenue à 100% n'est pas consolidée du fait de son caractère non significatif. La société n'a eu aucune activité depuis sa création.

Les sociétés SUDISIM et EASYLINK ont été dissoutes le 1^{er} janvier 2009 suite à la transmission universelle de leur patrimoine respectivement au profit des sociétés SQLI et URBANYS.

Le GEIE XYPESQLI a été créé en mars 2008 et est contrôlé à 50% par chacune des deux entités SQLI SA et la société anglaise XYPE. Il démarre son activité en 2009 avec pour objectif la mise en commun des expertises de pointe des deux sociétés membres afin d'offrir aux entreprises européennes en général et au groupe EADS en particulier, une offre complète et d'un niveau de qualité élevé.

XYPE est spécialisée dans le conseil, l'intégration et la formation autour des outils de CAO (SolidWorks, 3DVIA, Catia v5...), de PDM (Product Documentation Management) et de PLM (Product Lifecycle Management) tels que Windchill. XYPE couvre le Royaume-Uni et l'Allemagne, tandis que SQLI couvre la France et propose également ses compétences Offshore au Maroc.

6- Eléments d'information sur le bilan ou le compte de résultat

1) Ecarts d'acquisition

	31.12.2008	Variation de périmètre	Correction de valeur	Dépréciation de la période	30.06.2009
SQLI (1)	15.771				15.771
EOZEN	15.656		-2.177		13.479
CLEAR VALUE	7.119				7.119
ICONEWEB	2.414			-512	1.902
URBANYS	1.535				1.535
ALCYONIX	1.391				1.391
LNET	494				494
NAGA CONSEIL		1.138			1.138
ASTON EDUCATION		2.121			2.121
TOTAL	44.380	3.259	-2.177	-512	44.950

(1) L'écart d'acquisition affecté à SQLI correspond aux écarts d'acquisition dégagés lors de l'entrée dans le périmètre des sociétés KEENVISION, d'une part, et des sociétés ASTON, SYSDEO et PROCEA qui ont fait l'objet d'une transmission de patrimoine au profit de SQLI en 2007, d'autre part.

Les goodwill liés aux acquisitions de NAGA CONSEIL et ASTON EDUCATION se décomposent comme suit :

	NAGA CONSEIL	ASTON EDUCATION
Prix de base	700	(1) 1.790
Complément de prix estimé	700	608
Frais d'acquisition	38	49
Coût d'acquisition	1.438	2.447
Actifs nets acquis	300	336
Quote-part des minoritaires	0	10
Quote-part groupe	300	326
Goodwill	1.138	2.121

(1) Dont la remise de 200.000 actions SQLI auto-détenues valorisées à 1€.

Compte tenu de la révision des hypothèses de croissance de l'activité et de l'EBIT du groupe EOZEN au 30 juin 2009, SQLI ne devrait pas régler le complément de prix lié aux résultats 2009 d'EOZEN soit 2.177 K€. L'écart d'acquisition a donc été diminué pour le montant du complément de prix annulé.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

Des indices de perte de valeur ont été détectés au 30 juin 2009 qui ont conduit à la mise en œuvre de tests de dépréciation. Ces tests ont consisté à comparer les actifs nets comptables, y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des sociétés consolidées ayant généré un goodwill.

Les valeurs recouvrables sont déterminées à partir des projections des flux de trésorerie nets actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale, basée sur un taux de croissance à l'infini des produits générés par l'actif valorisé. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le coût moyen pondéré du capital avant impôt. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Les principaux paramètres retenus pour l'établissement de ces flux prévisionnels sont les suivants :

Durée des projections : 4 ans (identique au 31 décembre 2008)

Taux d'actualisation avant impôt : 11,83% (identique au 31 décembre 2008)

Taux de croissance à l'infini : 2% (identique au 31 décembre 2008)

Ces tests ont conduit à déprécier l'écart d'acquisition d'ICONEWEB à hauteur de 512 K€. Aucune autre dépréciation n'est à constater.

2) Impôts différés

	30.06.2009		31.12.2008	
	Bases	Impôt différé	Bases	Impôt différé
Provision indemnités de retraite	488	163	318	106
Déficits fiscaux	3.631	1.194	354	118
Instruments de couverture	576	192	511	170
Amortissements dérogatoires	-313	-104	-233	-78
Frais d'émission d'emprunts	-147	-49	-188	-63
Annulation de la provision pour dépréciation des actions propres	-22	-7	-487	-162
Différences temporaires	19	6	233	78
Autres	-15	-3	-56	-14
Impôts différés Actif (Passif) nets		1.392		155
Impôts différés actif		1.595		289
Impôts différés passif		-203		-134

Des actifs d'impôts différés ont été constatés sur les déficits 2009 du groupe fiscal dont SQLI est tête de groupe (3.079 K€), des sociétés SQLI Suisse (166 K€) et NAGA CONSEIL (69 K€) ainsi que sur les déficits 2007 de la société ICONEWEB (317 K€).

Le groupe bénéficie par ailleurs de 3.846 K€ de report déficitaire hors périmètre d'intégration fiscale qui n'ont pas donné lieu à activation d'impôt différé (ABCIAL : 2 657 K€, LNET MULTIMEDIA : 717 K€ et CLEAR VALUE SAS : 472 K€). Le groupe estime en effet qu'il n'existe pas de probabilité suffisante pour que des bénéfices imposables permettent leur consommation sur les trois prochaines années.

3) Créances clients et comptes rattachés

	30.06.2009	31.12.2008
Créances clients	25.893	24.752
En-cours de production	14.889	10.832
Valeur brute	40.782	35.584
Provisions à l'ouverture	801	498
Mouvements de périmètre	37	-
Dotations	283	553
Reprise	-107	-250
Provisions à la clôture	1.014	801
<i>Dont :</i>		
<i>Provisions sur créances clients</i>	1.014	801
<i>Provisions sur en-cours de production</i>		-
Valeur nette	39.768	34.783

Les en-cours de production correspondent aux prestations réalisées et non encore facturées. La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable. Toutes les créances clients ont des échéances inférieures à douze mois.

Le groupe a adopté une politique d'externalisation de la gestion de ses créances clients pour la France, couvrant tant les domaines de l'assurance-crédit, que la gestion des relances et le refinancement par mobilisation de celles-ci. Elles sont cédées dans le cadre d'une convention d'affacturage. Sauf exception, 100% des créances clients sont cédées au factor et figurent sous la rubrique « Autres créances » (18.805 K€ au 30 juin 2009). Ce poste est intégralement mobilisable, à l'exception d'une réserve de garantie de 2 millions d'euros.

4) Capital

Au 30 juin 2009, le capital de la société SQLI est composé de 34 739 499 actions d'une valeur nominale de 0,05 EUR, d'une seule catégorie, chacune entièrement libérée.

Au cours du semestre, il a été créé 369.788 actions nouvelles :

Le 1 ^{er} avril 2009, 80.000 actions ont été créées par imputation sur les primes d'émission en vue de leur attribution gratuite aux salariés du groupe conformément à la décision du Directoire du 30 mars 2007.	80.000
Le 16 juin 2009, 289.788 actions ont été créées par imputation sur les primes d'émission en vue de leur attribution gratuite aux salariés et dirigeants du groupe conformément à la décision du Directoire du 14 juin 2007.	289.788
TOTAL	369.788

5) Instruments dilutifs

Les instruments dilutifs en vie au 30 juin sont les suivants :

		30.06.2009		31.12.2008	
		Nombre d'options ou de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles	Nombre d'options ou de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles
EOZEN	BSA 1	2.841.044	405.869	2.841.044	405.869
	BSA 2	-	-	2.841.044	405.869
		2.841.044	405.869	5.682.088	811.738
BCE	Plan 6	1.107.804	1.107.804	1.194.806	1.194.806
Total		3.948.848	1.513.673	6.876.894	2.006.544

Les bons de souscription d'actions ordinaires SQLI « BSA 2 » créés lors de l'acquisition du groupe EOZEN sont caducs du fait de l'annulation du complément de prix 2009 à verser aux anciens actionnaires d'EOZEN.

6) Plans d'options et assimilés

Les plans qui entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 2 sont les plans n°4, 5 et 6, qui ont respectivement attribué 955 000, 45 000 et 1 639 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. Les plans qui ont attribué des options ou des bons avant le 7 novembre 2002 n'ont pas été valorisés.

La charge globale pour SQLI s'est élevée à 1 005 K€ et s'est répartie sur une période allant du 25 juillet 2003 au 28 septembre 2007. Aucune charge concernant ces plans n'est à constater à compter de 2008.

A titre de rappel, les plans accordés postérieurement au 7 novembre 2002 ont été évalués comme suit :

	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	Total
Valorisation initiale	165	28	812	1 005
Charge de l'exercice 2006	27	9	246	282
Charge de l'exercice 2007	-	2	34	36
Hypothèses :				
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	0,39	1,23	1,37	
Volatilité	82,47%	82,47%	47,67%	
Taux zéro coupon	4%	4%	4%	
Prix d'exercice (en euros)	0,46	1,219	1,2755	
Durée de l'option (en années)	5	5	5	
Taux de dividende	-	-	-	
Juste valeur de l'option (en euros)	0,1875	0,63	0,5025	

Nature du plan	Plans non évalués			Plans évalués selon la norme IFRS 2			Total
	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4	Plan n°5	Plan n°6	
	Options de souscriptions			Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise			
Assemblée générale	21/03/2000	21/03/2000	21/03/2000	30/06/2003	30/06/2003	10/06/2004	
Date d'expiration des options de souscription	04/07/2007	27/11/2007	27/07/2008	24/07/2008	29/03/2009	28/09/2009	
Options attribuées non exercées au 31.12.2006	21 964	1 769	218 104	468 403	35 000	1 559 345	2 304 585
Attributions							
Options caduques	-21 964	-1 769				-7 335	-31 068
Options exercées			-15 422	-166 149	-17 500	-291 336	-490 407
Options attribuées non exercées au 31.12.2007	-	-	202 682	302 254	17 500	1 260 674	1 783 110
Attributions							
Options caduques			-143 807	-10 000	-10 000	-46 000	-209 807
Options exercées			-58 875	-292 254	-7 500	-19 868	-378 497
Options attribuées non exercées au 31.12.2008	-	-	-	-	-	1 194 806	1 194 806
Attributions							
Options caduques						-87 002	-87 002
Options exercées							
Options attribuées non exercées au 30.06.2009	-	-	-	-	-	1 107 804	1 107 804

7) Plan d'attribution gratuite d'actions au bénéfice des salariés et/ou des dirigeants

Les assemblées générales mixtes du 30 juin 2007 et du 30 juin 2008 ont autorisé le Directoire/Conseil d'administration, pour une période de 26 mois expirant respectivement le 31 août 2009 et 31 août 2010, à procéder, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel ou des dirigeants des sociétés du groupe, et aux conditions qu'il déterminera, à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre dans la limite respectivement de 800 000 actions nouvelles et de 10% du capital social de SQLI à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans, sous la condition d'être titulaire d'un mandat social ou d'un contrat de travail, et la durée minimale de l'obligation de conservation par les bénéficiaires est de deux années supplémentaires. Les actions sont accordées sans contrepartie financière.

Au 1^{er} semestre 2009, le Conseil d'administration du 16 juin 2009 a attribué gratuitement 90.000 actions à des salariés du groupe.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions en vigueur sont les suivantes :

Date de décision du Directoire ou du Conseil d'administration	Date de maturité et d'attribution	Date limite d'incessibilité	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre d'actions accordées avec ou sans conditions de performance			Valeur de l'action retenue en € par action (1)
				Sans	Avec	Total	
30.03.2007(2)	29.03.2009	31.03.2011	4	80.000	-	80.000	2,8385
14.06.2007(2)	14.06.2009	15.06.2011	31	302.234	-	302.243	3,0635
30.06.2008	30.06.2010	01.07.2012	88	531.250	56.250 (3)	587.500	2,2665
30.06.2008	30.06.2010	01.07.2012	1	500.000	-	500.000	2,2665
16.06.2009	16.06.2011	17.06.2013	5	90.000	-	90.000	0,9805
			124	1.413.484	56.250	1.469.743	

(1) Moyenne des cours de clôture de l'action SQLI des 20 séances de bourse précédant la date de décision du Directoire ou du Conseil d'administration.

(2) 80.000 et 289.788 actions ont été créées au 1^{er} semestre 2009 en vue de leur attribution.

(3) Conditions liées au développement du centre offshore d'Oujda.

La juste valeur des actions gratuites est calculée sur la base de la moyenne des cours de l'action SQLI enregistrés à la clôture des vingt séances de bourse précédant la date de décision d'attribution par le Directoire ou le Conseil d'administration. Cette valeur est pondérée des probabilités de mortalité et de présence des bénéficiaires à la date d'attribution définitive, ainsi que, le cas échéant, des probabilités d'atteinte des conditions de performance.

	30.06.2009		31.12.2008	
	Nombre	Juste valeur des options (en K€)	Nombre	Juste valeur des options (en K€)
Options attribuées au 1 ^{er} janvier	1.453.235		382.234	
Attributions	90.000	51	1.098.391	1.430
Options caduques	-85.252		-27.390	
Actions émises	-369.788		-	
Options attribuées au 30 juin	1.088.195		1.453.235	
Juste valeur en charges de l'exercice		724		1.012

8) Actions SQLI auto-détenues

Aux termes des résolutions prises par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2008, SQLI a reconduit un programme de rachat de ses propres actions dont les objectifs, par ordre de priorité décroissant, sont : i) l'animation du marché ou de la liquidité de l'action, ii) l'achat pour la conservation et la remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, iii) l'attribution d'actions aux salariés et iv) l'annulation éventuelle de celles-ci.

A la date de l'arrêté des comptes, le groupe n'envisage pas d'affecter les actions propres à des plans d'attributions d'actions gratuites.

Ce programme a fait l'objet d'une nouvelle autorisation par l'assemblée générale mixte du 16 juin 2009, qui expire lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Elle stipule un prix d'achat unitaire maximum de 7 euros et un prix de vente unitaire minimum de 0,5 euro.

Ce programme est organisé dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la Financière d'Uzès.

	30.06.2009			31.12.2008		
	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur
Actions auto-détenues au 01.01.2009	380.532	2,011 €	765	30.119	2,759 €	83
Acquisitions	186.330	0,834 €	155	417.120	2,037 €	849
Cessions à la valeur de vente	-224.909	0,994 €	-224	-66.707	1,747 €	-117
Plus (moins) value de cession			-266			-50
Actions auto-détenues au 30.06.2009	341.953		430	380.532	2,011 €	765

Parmi les 224.909 actions cédées au cours du semestre, 200.000 ont été remises aux actionnaires d'ASTON EDUCATION dans le cadre de l'acquisition de ce groupe : les actions ont été valorisées au cours de bourse du jour de la transaction soit à 1€, générant une perte financière pour SQLI de 250 K€ (valeur historique des actions auto-détenues : 450 K€).

9) Endettement financier

9-1 Endettement net

	30.06.2009	31.12.2008
Avances conditionnées	320	360
Emprunts auprès des établissements de crédit	9.290	10.402
Endettement en crédit-bail	240	28
Passifs non courants	9.850	10.790
Emprunts auprès des établissements de crédit	4.407	4.947
Retraitement des contrats de crédit-bail	101	28
Concours bancaires courants	76	204
Participation des salariés	35	35
Intérêts courus non échus	169	126
Valorisation des instruments de couverture de taux (1)	575	-
Passifs courants	5.363	5.340
Total de l'endettement financier brut	15.213	16.130
A déduire :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-10.935	-12.850
Endettement financier net (trésorerie nette de l'endettement)	4.278	3.280

(1) L'impact des SWAP de taux figurent en « Autres dettes » au 31/12/2008 (511 K€).

9-2 Emprunts bancaires

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ont été exclusivement souscrits en euros. Ils concernent :

	30.06.2009
Une ligne de crédit autorisée, d'un montant maximum de 17,2 millions d'euros, soit au 30 juin 2009 : Contractée auprès d'un pool bancaire en juin et décembre 2007, destinée à refinancer l'acquisition des groupes ALCYONIX, ICONEWEB, CLEAR VALUE et EOZEN ainsi que d'autres opérations futures de croissance externe. La levée des fonds est intervenue en juin 2007 à hauteur de 5 200 K€, en décembre 2007 à hauteur de 7 427 K€, en février 2008 à hauteur de 536 K€ et en juin 2008 pour le solde soit 4 037 K€.	12.720
Elle porte intérêt au taux variable EURIBOR 3 mois plus 1,7 point et est remboursable en 5 échéances annuelles et consécutives d'un montant de 3 440 K€ du 18 juin 2008 au 18 juin 2012.	
Elle est garantie par le nantissement des actions des sociétés ALCYONIX, ICONEWEB, CLEAR VALUE et EOZEN, le nantissement du fonds de commerce de SQLI à hauteur de 1,4 million d'euros, ainsi que par des délégations à son profit des garanties de passif consenties par les vendeurs et d'une délégation du contrat d'assurance Homme-Clé.	
Un emprunt de 4,5 millions d'euros souscrit en 2005, auprès d'un pool bancaire, pour l'acquisition des titres de la société ASTON. D'une durée initial de 48 mois, il porte intérêt au taux variable EURIBOR 3 mois plus 2,2 points et est remboursable en 16 échéances trimestrielles de 70 K€ du 15 décembre 2005 au 15 décembre 2009. La dette résiduelle s'élève au 30 juin 2009 à :	577
Par suite de la dissolution par transmission universelle du patrimoine de la société ASTON au profit de SQLI, il est garanti par un nantissement sur le fonds de commerce de SQLI.	
Un emprunt de 1,3 million d'euros souscrit en 2006, auprès d'un pool bancaire, dans le cadre du refinancement des acquisitions de la société PROCEA et des fonds de commerce de la société INLOG. D'une durée initiale de 48 mois, il porte intérêt au taux fixe de 5,45% et est remboursable en 16 trimestrialités de 45 K€ du 22 décembre 2006 au 22 décembre 2010. La dette résiduelle s'élève au 30 juin 2009 à :	521
Il est garanti par un nantissement sur le fonds de commerce de SQLI.	
Autres emprunts sous déduction des frais d'émission des emprunts	-121
Total des emprunts auprès des établissements de crédit	13.697

9-3 Covenants

Les capitaux propres de SQLI doivent respecter des ratios financiers minimums imposés par les lignes de crédit accordées en 2005 et 2007 :

L'emprunt à moyen terme de 4,5 M€ souscrit par SQLI en octobre 2005 comporte une clause d'exigibilité anticipée en cas de non atteinte des ratios suivants :

- Dettes financières nettes / EBE < 1 sur toute la durée du crédit (base consolidée) ;
- Free cash-flow / service de la dette > 1 ;
- CAF > 2 M€ ;
- Dette moyen et long terme / Fonds propres et quasi fonds propres < 1.

L'emprunt à moyen terme de 17,2 M€ souscrit par SQLI en 2007 est garanti par le nantissement des actions des sociétés ALCYONIX, ICONEWEB, CLEAR VALUE et EOZEN, le nantissement du fonds de commerce de SQLI à hauteur de 1,4 M€, ainsi que par des délégations à son profit des garanties de passif consenties par les vendeurs et d'une délégation du contrat d'assurance Homme-Clé. Cet emprunt comporte un certain nombre de covenants et de ratios financiers qui sont présentés ci-dessous :

Période de 12 mois s'achevant au :	Rapport Dettes Financières Nettes Consolidées / EBE retraité Inférieur à :	Rapport Cash Flow Libre Consolidé / Service de la Dette Consolidé Supérieur à :	Dettes Financières / Fonds Propres Inférieur à :
31/12/2008	1,5	1	0,8
31/12/2009	1	1	0,5
31/12/2010	1	1	0,5
31/12/2011	1	1	0,5
31/12/2012	1	1	0,5

Les opérations suivantes réalisées sans l'accord préalable des prêteurs pourraient également entraîner l'exigibilité anticipée du prêt :

- Investissements supérieurs à 1 M€ par an ;
- Opérations de croissance externe pour un montant supérieur à 0,5 M€ par an. Par exception, les opérations de croissance externe ne nécessitent pas l'accord préalable des prêteurs à condition d'être financées à hauteur d'au moins 40 % par augmentation de capital en numéraire ou en nature et que le prix payé en numéraire soit inférieur ou égal à 3,5 M€.

Le respect de l'ensemble de ces covenants est contrôlé à la fin de chaque exercice.

Les avances conditionnées concernent l'aide à l'innovation accordée par OSEO Innovation en 2004 à la société PROCEA pour un montant total de 360 K€, dans le cadre d'un programme de développement. Le programme financé ayant échoué d'un point de vue technique, cette aide ne devrait pas faire l'objet de remboursements hormis le remboursement de la somme forfaitaire de 40 K€ réalisé au 30 juin 2009.

10) Analyse de la dette financière brute par échéance

	30.06.2009	31.12.2008
Exigible à moins d'un an	5.363	5.340
Exigible à plus d'un an et moins de cinq ans	9.850	10.790
Exigible à plus de cinq ans	-	-
Total	15.613	16.130

11) Provisions

	31.12.2008	Mouvements de Périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.06.2009
Litiges fiscaux	109					109
Crédits d'impôt recherche			1.925			1.925
Indemnités de départ à la retraite	318	9	161			488
Litiges prud'homiaux	278		109	-35	-3	349
Litiges fournisseurs	-	5				5
Provisions à long terme	705	14	2.195	-35	-3	2.876
Pertes à terminaison	70		130	-70		130
Provisions à court terme	70		130	-70		130
Total	775	14	2.325	-105	-3	3.006

Dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2008, le groupe a bénéficié du remboursement anticipé de ses crédits d'impôts recherche 2005 à 2008 à hauteur de 2,7 M€. Les provisions dotées sur ces actifs à titre prudentiel ont été reprises ; des provisions pour risques ont été corrélativement dotées pour le montant des crédits d'impôt remboursés mais non prescrits au 30 juin 2009 soit 1.925 K€.

Conformément aux règles de provisionnement du risque fiscal appliquées par le groupe en matière de crédit d'impôt recherche, ces provisions seront maintenues au bilan jusqu'au terme du délai de reprise de l'administration fiscale.

Aucune provision pour risque n'a été dotée suite au remboursement des crédits d'impôts 2005 prescrits : le montant remboursé (901 K€) impacte le résultat du semestre et figure sur la ligne « Charge d'impôt ».

Les crédits d'impôts recherche 2006 et 2007 de SQLI (243 K€) n'ont pas été remboursés car ils font actuellement l'objet d'un contrôle fiscal : ils restent provisionnés à l'actif du bilan.

Les crédits d'impôts recherche 2006 et 2007 des filiales membres du groupe fiscal (494 K€) ont été remboursés en juillet 2009 et restent provisionnés à l'actif du bilan au 30 juin 2009.

Le contrôle fiscal en cours portant sur les exercices 2006 et 2007 de la société SQLI ne donne lieu à aucune provision pour risques et charges.

12) Autres dettes

	30.06.2009	31.12.2008
Avances et acomptes reçus	1.114	1.048
Personnel et organismes sociaux	23.660	22.820
Etat, hors impôt sur les sociétés	11.943	12.351
Autres dettes diverses	(1) 4.602	5.243
Produits constatés d'avance	6.519	6.364
Autres dettes et comptes de régularisation	47.838	47.826

(1) Dont 3.965 K€ liés aux entrées de périmètre et détaillés comme suit :

	30.06.2009
Part ferme des titres ASTON EDUCATION à régler en numéraire	1.590
Complément de prix EOZEN à régler au titre de l'exercice civil 2008 par émission de titres	1.067
Complément de prix NAGA CONSEIL estimé relatif aux exercices 2009 et 2010	700
Complément de prix ASTON EDUCATION estimé relatif aux exercices 2010 à 2013	608
Soit au total	3.965

Les produits constatés d'avance correspondent aux prestations facturées dans le cadre des contrats à long terme qui excèdent les prestations produites et valorisées à l'avancement.

La valeur de marché des autres dettes n'est pas différente de leur valeur comptable.

13) Engagements financiers hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner. Le groupe n'a pas contracté de nouveaux engagements pour couvrir le risque de taux depuis le 31 décembre 2008.

14) Taux des devises

Devises	Taux moyen 1 ^{er} semestre 2009	Taux au 30.06.2009	Taux moyen 2008	Taux au 31.12.2008
CAD	1,605057	1,627500	1,559284	1,699800
SGD	1,987024	2,044100	2,076145	2,004000
USD	1,332173	1,413400	1,470594	1,391700
CHF	1,505580	1,526500	1,587083	1,485000
MAD	11,167900	11,299400	11,350263	11,278000

15) Chiffre d'affaires

La contribution des groupes de sociétés au chiffre d'affaires est la suivante :

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
SQLI	52.067	55.040	108.206
CLEAR VALUE France	3.905	3.358	6.782
EOZEN France	2.476	3.092	5.926
URBANYS	719	1.041	2.351
ICONEWEB France	767	860	1.655
ALCYONIX France	350	419	690
LNET France	187	252	543
XYPESQLI	785	-	-
NAGA CONSEIL	535	-	-
ASTON EDUCATION <i>Pour mémoire</i>	-	-	-
France	61.791	64.062	126.153
EOZEN (1)	8.075	8.196	15.451
SQLI Suisse	5.939	6.431	13.290
CLEAR VISION International	80	717	699
SQLI Maroc	703	497	896
ALCYONIX Canada	207	359	539
ICONEWEB Maroc	-6	-	-
Etranger	14.998	16.200	30.875
Total	76.789	80.262	157.028

(1) Dont les sociétés EOZEN SA et EOZEN Belgium.

Ces informations de chiffre d'affaires sont obtenues après élimination des éléments intra-groupe. Elles reflètent la ventilation du chiffre d'affaires facturé et à facturer aux clients extérieurs au groupe.

16) Charges de personnel et effectif

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Salaires et traitements	41.796	40.535	78.748
Charges sociales	17.070	16.496	32.440
Participation des salariés	76		184
Charges de personnel	58.942	57.031	111.372
Provision pour indemnités de départ à la retraite	161	125	63
Attribution de BCE et actions gratuites	724	489	1.012
TOTAL	59.827	57.645	112.447
Effectif moyen hors stagiaires	1.911	1.801	1.859
Effectif au 1 ^{er} janvier hors stagiaires	1.900	1.786	1.786
Mouvements de périmètre	31	-	-
Augmentation (diminution)	-8	55	114
Effectif à la clôture hors stagiaires	1.922	1.841	1.900

17) Charges externes

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Sous-traitance générale	8.085	7.384	15.146
Locations et charges locatives	3.620	3.350	6.837
Entretiens et réparations	291	315	656
Primes d'assurance	246	169	461
Divers documentation	220	194	407
Personnel extérieur à l'entreprise	36	135	185
Honoraires	1.239	874	2.115
Publicité, relations publiques	316	377	814
Transport de biens	48	64	133
Déplacements, missions et réceptions	2.097	2.061	4.229
Frais postaux et télécommunications	616	693	1.291
Services bancaires	69	82	144
Autres services extérieurs	203	28	561
Total	17.086	15.726	32.978

18) Autres produits et charges non récurrents

Les autres produits et charges non récurrents enregistrent une charge exceptionnelle de 147 K€, somme versée aux anciens actionnaires de la société PROCEA en correction de l'indemnisation reçue par SQLI suite à la mise en œuvre de la convention de garantie d'actif et passif en décembre 2006.

19) Coût de l'endettement financier net

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Revenus des prêts et créances	22	32	64
Produits (charges) nets sur cessions de VMP (2)	-249	68	71
Instrument de couverture (1)	-	243	-
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-227	343	135
Charges d'intérêts	-470	-642	-1.264
Commissions de financement affacturage	-18	-32	-68
Coût de l'endettement financier brut	-488	-674	-1.332
Coût de l'endettement financier net	-715	-331	-1.197

(1) La variation de valorisation des SWAP de taux figure en « Autres produits et charges financiers » depuis le 31/12/2008.

(2) Dont au 30/06/09 : moins-value de 250 KE sur actions propres lors de la remise de 200.000 actions SQLI aux actionnaires cédants de ASTON EDUCATION.

Les différences de change sur éléments financiers ainsi que le résultat de l'actualisation des créances et dettes à long terme sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges financiers » :

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Différences de change	37	-90	-296
Actualisation des prêts et dettes à long terme	15	-12	-13
Instrument de couverture (1)	-208	-	-392
Autres produits et charges financiers	-156	-102	-701

(1) La variation de valorisation des SWAP de taux figurait en « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » au 30/06/2008.

20) Charge d'impôt

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Impôts différés	-1.235	-16	-98
Impôts exigibles	-504	789	1.269
Charge d'impôt	-1.739	773	1.171

a) Intégration fiscale

La société SQLI, tête de groupe, et ses filiales françaises ABCIAL, LNET MULTIMEDIA, CLEAR VALUE, APPIA CONSULTING, ICONEWEB MULTIMEDIA, URBANYS, CLEAR VALUE France et EOZEN France constituent un groupe fiscal intégré pour l'exercice 2009.

b) Preuve d'impôt

Résultat consolidé avant impôt		-4.320
Taux d'impôt théorique	33,1/3%	
Charge d'impôt théorique		-1.440
Effet des différences permanentes		9
Effet des différentiels de taux courant d'imposition mère/fille		-9
Effet des déficits reportables		54
Effet des impôts sans base et des crédits d'impôts		-353
Charge d'impôt effectif		-1.739
Taux d'impôt effectif	40,25%	

7- Information sectorielle

Le groupe applique pour la première fois la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les principes de détermination des secteurs opérationnels sont décrits ci-avant.

Les informations financières relatives aux secteurs opérationnels sont établies selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

	30.06.2009			30.06.2008			31.12.2008		
	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total
<i>Chiffre d'affaires du secteur</i>	61.263	17.735	78.998	64.787	16.171	80.958	127.421	31.938	159.359
<i>Chiffre d'affaires inter secteurs</i>	-306	-1.903	-2.209	-265	-431	-696	-621	-1.710	-2.331
Chiffre d'affaires sur clients externes	60.957	15.832	76.789	64.522	15.740	80.262	126.800	30.228	157.028
Résultat opérationnel courant(1)	-2.842	777	-2.065	2.576	1.419	3.995	5.253	2.095	7.348
Encours clients	28.861	10.907	39.768	31.329	10.368	41.697	26.551	8.232	34.783

(1) Avant valorisation des stock-options et actions gratuites.

8- Evènements postérieurs à la date de clôture

Après s'être renforcé au premier semestre dans le Conseil SAP (NAGA CONSEIL) et la formation (ASTON EDUCATION), SQLI complète son offre de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) avec l'acquisition, pour 1€ symbolique, du fonds de commerce Management & Logiciels. Cette société commercialise une solution (Conseil Métier et Progiciel) particulièrement reconnue dans le domaine maritime. SQLI, déjà très en pointe dans le MCO naval militaire grâce à son offre IdeOptima, renforce ainsi son expertise à destination du mid-market.

Management & Logiciels, qui compte 4 collaborateurs, a réalisé un chiffre d'affaires de 181 K€ au premier semestre 2009. L'intégration aura lieu au 1er juillet 2009.

9- Informations pro forma

Le compte de résultat consolidé pro forma présenté ci-après a pour but de fournir une information financière sur l'activité du groupe, dans l'hypothèse où les sociétés NAGA CONSEIL, ASTON EDUCATION et ses filiales ASTON INSTITUT, COGENIUS et SYSRESO avaient été acquises le 1er janvier 2009.

Ces données pro forma sont fournies à titre d'information et ne sont donc nécessairement représentatives ni de ce qu'auraient été les comptes du groupe si les opérations avaient effectivement été réalisées le 1^{er} janvier 2009 ni de ce que seront les performances futures. En raison de leur nature, elles traitent d'une situation hypothétique et, par conséquent, ne représentent pas la situation financière ou les résultats effectifs du groupe.

Elles sont basées sur les comptes d'exploitation des filiales pour la période six mois arrêté au 30 juin 2009 et tiennent compte de l'hypothèse suivante : aucune charge financière complémentaire n'a été constatée au niveau du groupe pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et la date réelle d'acquisition des filiales.

en milliers d'euros	30.06.2009 Réel	30.06.2009 Pro forma
CHIFFRE D'AFFAIRES	76.789	79.145
Autres produits de l'activité	597	601
Achats consommés	-450	-1.381
Charges de personnel	-58.942	-59.955
Charges externes	-17.086	-17.376
Impôts et taxes	-1.973	-2.035
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	-1.042	-1.069
Autres produits et charges d'exploitation	42	47
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT avant valorisation des stock-options et actions gratuites	-2.065	-2.023
Valorisation des stock-options et actions gratuites	-724	-724
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-2.789	-2.747
Dépréciation des écarts d'acquisition	-512	-512
Autres produits et charges opérationnels non courants	-148	-139
RESULTAT OPERATIONNEL	-3.449	-3.398
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-227	-227
Coût de l'endettement financier brut	-488	-491
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-715	-718
Autres produits et charges financiers	-156	-156
RESULTAT AVANT IMPOT	-4.320	-4.272
Charge d'impôt	1.739	1.707
RESULTAT NET avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-2.581	-2.565
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-2.581	-2.565
Dont :		
Part du groupe	-2.581	-2.565
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	-0,07	-0,07
Nombre moyen d'actions en circulation	34.431.905	34.431.905
Résultat net dilué, part du groupe par action (en euros)	-0,07	-0,07
Nombre moyen d'actions et BCE en circulation	37.730.354	37.730.354

10- Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 10 juillet 2009 sous le numéro D.09-0575 n'ont pas subi d'évolutions sensibles au cours du semestre écoulé.

Toutefois le contexte économique auquel est confronté le groupe dans tous les pays où il est implanté demeure incertain. En conséquence les perspectives du groupe en terme de niveau d'activité demeurent étroitement soumises à l'évolution de celui-ci pour les mois à venir.

III – Rapport des Commissaires aux comptes sur l’information financière semestrielle

SQLI
Société Anonyme
268, avenue du Président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l’information financière semestrielle 2009

SQLI
Société Anonyme

268, avenue du Président Wilson
93210 - La Plaine Saint-Denis

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l’information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l’article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l’examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SQLI SA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu’ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d’activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d’Administration, dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d’avenir.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d’exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2-2 de l'annexe aux états financiers relative aux nouvelles normes applicables à compter du 1er janvier 2009.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Levallois-Perret et Paris, le 29 septembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

FIDUCIAIRE DE LA TOUR

Thierry QUERON

Claude FIEU

IV – Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

La Plaine Saint Denis, le 29 septembre 2009,

Yahya El Mir
Président Directeur Général